

## MOBILITÉ ET INTERNATIONALISATION DE LA RECHERCHE: PRATIQUES À LA FACULTE DES SSP

Astrid RUFFA

(Université de Lausanne, Faculté des sciences sociales et politiques, Décanat)

Favorisant les échanges des savoirs au niveau international, la mobilité semble devoir être considérée comme un élément de plus en plus important dans le domaine de la recherche. Il s'agit cependant d'une notion qui recouvre des réalités multiples et qui mérite d'être abordée sous différents angles. Face à des discours et à des instruments promouvant la mobilité, les chercheur·e·s semblent percevoir des avantages mais aussi des difficultés, et adoptent des pratiques multiples qui varient en fonction de plusieurs facteurs. Je me propose ici de présenter brièvement la **diversité des pratiques** de mobilité au sein de la Faculté des sciences sociales et politiques (SSP), en tenant compte des **disciplines**, des **stades de carrière** et des **types d'activités de recherche** – facteurs qui semblent être déterminants dans la façon de percevoir la mobilité. Parallèlement, j'envisagerai **l'évolution des pratiques** de mobilité en SSP, en lien avec une **internationalisation croissante** de la recherche au sein de la Faculté. Je m'appuierai, à cet effet, sur les données statistiques à disposition au niveau de la Faculté, ainsi que sur mes huit ans d'expérience de consultante de recherche. Dans le cadre de ma fonction, je suis à disposition des quelque quatre cents chercheur·e·s en SSP – des doctorant·e·s jusqu'aux professeur·e·s – afin de les appuyer dans la recherche de financements pour leurs différentes activités. Parmi celles-ci, les séjours de mobilité, les projets collaboratifs et les échanges internationaux occupent une place prépondérante.

L'intérêt pour la mobilité peut tout d'abord être considéré en lien avec les **disciplines**. La Faculté des SSP – comprenant les instituts de psychologie (IP), des sciences sociales (ISS), d'études politiques (IEP), des sciences du sport (ISSUL) et regroupant 19 unités de recherche, 4 plateformes, 7 observatoires ainsi que le Pôle de recherche national (PRN) LIVES – englobe des domaines de recherche extrêmement différents, des études genre à l'analyse des mouvements sociaux, du management du sport à la psychologie du vieillissement, de l'étude des pratiques cognitives à l'anthropologie des sociétés contemporaines. Or, la pratique de la mobilité – au sens large d'«être mobile» – fait partie des méthodes de recherche en SSP. Les projets impliquent souvent des «terrains» sur lesquels on se rend pour la récolte de données à travers des méthodologies variées, comme les questionnaires, les entretiens individuels, les focus groups, l'observation participante. Même si pour certaines études les données sont déjà existantes ou sont récoltées en ligne, il n'en reste pas moins que le déplacement sur le «terrain», proche ou lointain, est souvent un point central du projet, d'où des financements prévus à cet effet au sein de la Faculté. Faire du terrain implique déjà la mise en place d'un réseau et favorise les collaborations de recherche. Il n'est pas rare ainsi que la mobilité pour le terrain s'accompagne d'une mobilité pour les collaborations scientifiques. Dans le cadre des demandes de bourses de mobilité FNS, les deux activités se combinent souvent, permettant l'avancement de la recherche sur un double plan.

Les pratiques de mobilité, tout en étant usuelles dans le cadre des terrains en SSP, dépendent aussi de **l'étape de carrière** des chercheur·e·s. Comme le montre G. Goastellec (ISS) dans le cadre d'une vaste enquête européenne portant sur 9 pays dont la Suisse<sup>1</sup>, on constate, au niveau européen, une internationalisation des structures des carrières qui ont des variables communes, comme par exemple la réduction de la durée du doctorat et la mobilité postdoctorale comme condition de carrière académique. Cependant, G. Goastellec souligne le

---

<sup>1</sup> Voir la [conférence](#) au Collège de France en 2015 de G. Goastellec, «Internationalisation des carrières et des marchés académiques: une perspective européenne», issue des résultats de la recherche européenne [EuroAC](#) «The Academic Profession in Europe» et reprise lors de la [Journée de la recherche SSP de 2015](#).

caractère national des marchés de l'emploi académique<sup>2</sup>: on vise souvent une carrière dans le pays d'origine et la mobilité est un élément pour y parvenir. On est donc face à une **mobilité de formation**, qui permet de se qualifier en termes de réseau et qui se situe dans le cadre du doctorat ou du postdoctorat en tant que prérequis à l'entrée dans la profession de chercheur·e. Ce constat est aussi valable à la Faculté des SSP. En particulier, on a de plus en plus recours aux instruments encourageant les échanges au niveau de la formation.

Au niveau du doctorat, ces quatre dernières années (2016-2019), environ 40% des projets de thèse validés prévoient une coopération scientifique institutionnelle, sous la forme de co-directions, favorisant les collaborations et la mobilité au niveau national et international, ou, plus rarement en raison des démarches administratives lourdes, sous la forme de co-tutelles<sup>3</sup>.

Cette culture des échanges scientifiques est aussi l'un des objectifs du programme Swiss-European Mobility Programme (SEMP) ainsi que des autres accords établis par l'UNIL afin de favoriser la mobilité des étudiant·e·s. Dans ce cadre, la Faculté des SSP a actuellement plus de 120 accords signés avec des universités partenaires.

Quant aux bourses de mobilité doctorale et postdoctorale, elles suscitent un intérêt croissant au fil des années. Des organismes de financement très variés sont sollicités, comme le FNS, mais aussi la SAV, dont la bourse 2020 a été décernée à A.Fl. Mendy (ISS) pour un séjour à l'Université d'Harvard, les accords d'échange de l'UNIL, la Bourse Paul Blanc pour le Canada, la Fondation de l'UNIL, le programme «Germaine de Staël», la Takemi Fellowship, la Newton International Fellowship, ou encore, à l'interne, les bourses pour de courtes périodes de mobilité mises au concours par l'IP et l'ISS. En particulier, les demandes de bourses de mobilité FNS pour jeunes chercheur·e·s<sup>4</sup> ont fortement augmenté dès 2012 et ont triplé entre 2007 et 2019, en passant de 7 (ce qui représente 10,4% des demandes à l'UNIL en 2007) à 21 requêtes (ce qui représente 25% des demandes à l'UNIL en 2019). Parallèlement, le nombre d'octrois de ces bourses a aussi augmenté, en passant de 4 en 2007 à 11 en 2019. Et lors de ce premier semestre 2020, 6 bourses de mobilité FNS ont déjà été décernées à des chercheur·e·s en SSP. Quant aux lieux de séjour, ce sont les pays anglophones ainsi que les pays voisins de la Suisse qui sont privilégiés.

D'après les retours d'expériences, les séjours à l'étranger dans le cadre de la thèse ou pour un postdoctorat, sont très appréciés car ils permettent de développer les compétences théoriques et/ou méthodologiques, de partager des données, de renforcer l'autonomie scientifique, de développer les réseaux de recherche, de publier dans des revues anglophones et de se construire une réputation. Ils permettent aussi de faciliter le recrutement en Suisse, lorsque la mobilité fait partie des critères de sélection des candidatures. Cependant, des difficultés sont également soulignées: le prolongement et l'accumulation de statuts précaires, le problème de l'assurance chômage non garantie au retour en Suisse, la synchronisation difficile entre les trajectoires professionnelles de différents membres de la famille, l'organisation pratique du séjour par rapport à l'agenda de recherche. L'obstacle qui inquiète le plus est la difficulté de garder en Suisse des contacts propices à l'obtention d'un poste, surtout quand les réseaux ont une grande incidence sur l'accès à l'emploi: en s'expatriant, on se coupe des opportunités locales, ce qui génère beaucoup d'incertitude. Ainsi, face à un discours qui promeut la mobilité et à des expériences qui impliquent des avantages mais aussi des difficultés, la mobilité de formation peut devenir pour les chercheur·e·s une source de précarité et de tensions.

La mobilité ne s'inscrit pas seulement dans une étape de carrière mais fait aussi partie intégrante des multiples **activités menées par les chercheur·e·s**. Au fil des années, en SSP, les collaborations internationales n'ont cessé de croître dans le cadre des projets et des réseaux de

---

<sup>2</sup> Ce constat ressort aussi de [l'enquête](#) menée à l'UNIL en 2018-2019 sur le devenir des docteur·e·s de l'Université de Lausanne.

<sup>3</sup> La co-tutelle implique une mobilité pour la formation, la supervision et l'évaluation de la thèse et permet d'obtenir le grade de docteur·e dans deux universités différentes. Elle est une modalité adoptée surtout à l'Institut d'études politiques, dans le cadre d'une tradition de coopération avec la France.

<sup>4</sup> Les actuels Doc.Mobility et Early Postdoc.Mobility.

recherche, des séjours scientifiques, des colloques organisées ou auxquels on participe, des invitations en tant que conférencier·ère, de la mise en place d'écoles d'été / d'hiver, des comités éditoriaux ou d'évaluation, des jurys de thèse, des commissions de nomination, etc. Si l'on considère les projets en SSP qui constituent une activité de recherche majeure, on constate un **accroissement exceptionnel ces dernières années des projets obtenus sur fonds externes**, impliquant des collaborations internationales de plus en plus intenses: on tend vers une **internationalisation des recherches et des réseaux**. Le nombre de projets en cours de plus de 100'000 CHF sur fonds externes, est passé de 22 en 2013 à plus de 60 au début de 2020<sup>5</sup>. Des collaborations et des mobilités sont mises en place au niveau national, comme dans le cadre des 3 projets Sinergia en cours, dirigés respectivement par D. Jopp (IP), F. Panese (ISS) et A. Mach (IEP). Cependant, se sont surtout les coopérations internationales qui caractérisent nombre de recherches en SSP. Les projets FNS (Division. I) les permettent et les encouragent, comme dans le cadre d'un projet sur le CIO de P. Clastres (ISSUL) ou d'un projet de M. Goodale (ISS), présélectionné pour un «subside d'excellence» et qui a pour partenaires trois institutions de recherche en Bolivie. On peut, en outre, signaler le recours à des schémas spécifiquement collaboratifs comme les Joint research projects ou les 3 projets r4d – dirigés respectivement par J. Rossier (IP), G. Elcheroth (ISS) et A. Kernén (ISS) – permettant de mener des recherches sur des questions globales en collaboration étroite avec des pays du Sud. Les programmes bilatéraux du FNS sont aussi exploités, comme le Croatian-Swiss Research Programme (projet de F. Butera, ISS) ou les projets Lead Agency avec la France (C. Thevenot, IP) ou avec le Luxembourg (O. Mazzoleni). Toujours au niveau européen, on peut encore signaler le projet collaboratif TIGRE, dirigé par M. Maggetti et I. Papadopoulos (IEP) dans le cadre d'Horizon 2020 et impliquant 8 partenaires, ainsi que les deux projets menés respectivement par N. Le Feuvre (ISS) et D. Oesch (ISS), dans le cadre du Programme européen NORFACE «Dynamics of Inequality Across the Life-course (DIAL)».

L'internationalisation des activités de recherche de la Faculté des SSP ressort également dans le cadre de l'enquête menée en 2019 par le Service des relations internationales et la Direction de l'UNIL auprès des professeur·e·s et MER sur les collaborations internationales<sup>6</sup>: en SSP, des coopérations existent avec 48 pays, dont 28 hors Europe et 10 du Sud. Les partenariats de recherche sont particulièrement intenses avec les pays voisins, les pays anglophones (Grande-Bretagne, États-Unis, Australie), le Canada et la Belgique, mais aussi avec des pays comme la Chine.

Les projets internationaux conduisent non seulement à de la mobilité pour des collaborations, mais aussi à des publications conjointes, à la participation à des réseaux internationaux (comme Unitwin international network et COST), ainsi qu'à une mobilité pour d'autres activités de recherche. La construction d'un savoir commun en est aussi favorisée, ce qui est à la base du caractère «universel» des universités. Cependant, ce développement à l'international, souhaité et soutenu, peut parfois entrer en conflit avec l'ambition de la Faculté des SSP de cultiver le lien à la cité. Articuler un développement global et une insertion locale est un défi constant. De plus, les risques des recherches collaboratives demandent à être prévus et analysés avec attention, des problèmes pouvant surgir au niveau des terrains, de la coopération scientifique, du respect des agendas de recherche, etc.

On note, enfin, qu'avec l'internationalisation de la recherche, une autre forme de mobilité est de plus en plus exploitée et accompagne la mobilité spatiale: la mobilité qui fait appel à la **communication virtuelle**, soutenue par les nouvelles technologies pour faciliter ou réaliser des coopérations. Avec la crise liée au Covid-19, cette «mobilité virtuelle», plus écologique, a été

---

<sup>5</sup> Ces chiffres n'englobent pas le PNR LIVES. Depuis 2018, les nouveaux projets sur fonds externes sont indiqués dans eSSpace recherche, la lettre de la recherche de la Faculté SSP. Voir, par exemple, les articles pour [2018](#), [2019 \(1<sup>er</sup> semestre, 2<sup>ème</sup> semestre\)](#) et [printemps 2020](#).

<sup>6</sup> L'enquête visait à identifier les pays et institutions avec lesquels les relations sont les plus intenses pour la recherche et l'enseignement. Pour la Faculté des SSP, ont répondu 61 chercheur·e·s sur un total de 120 professeur·e·s et MER, ce qui constitue un bon taux de réponses.

largement exploitée, fournissant une alternative à l'impossibilité de se déplacer. Même si la «mobilité virtuelle» a des limites et ne peut pas remplacer la mobilité physique des personnes, elle est complémentaire à celle-ci, permettant de préparer les séjours de courte durée, d'améliorer l'efficacité des échanges sur place, de poursuivre la coopération. Elle pousse à repenser les pratiques collaboratives et conduit à une évolution du concept même de «mobilité».